

**PIERRE MOSCOVICI**

**DÉFAITE**

**INTERDITE**

**PLAIDOYER POUR UNE GAUCHE  
AU RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE**

Flammarion

Extrait de la publication

PIERRE MOSCOVICI

# DÉFAITE **INTERDITE**

## PLAIDOYER POUR UNE GAUCHE AU RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

Dans un an, les Français éliront le septième président de la V<sup>e</sup> République. Le rejet de la politique de Nicolas Sarkozy – le pire chef de l'État que nous ayons eu –, de son style, de sa pratique peu républicaine, est violent. Et pourtant, alors que la poussée de Marine Le Pen inquiète, la gauche ne convainc pas, suscite le doute voire le scepticisme. De fait, le PS a perdu les trois dernières élections présidentielles. Il est dans l'opposition depuis 2002 et l'élimination de Lionel Jospin par Jean-Marie Le Pen. Y aurait-il une sorte de « malédiction » de la gauche, qui la condamnerait à diriger les collectivités locales pendant que la droite exerce le pouvoir national ? En tout cas, elle a raté tous ses rendez-vous avec l'Histoire depuis dix ans, sans jamais en tirer vraiment les conséquences. L'échéance qui vient est donc décisive : il s'agit de vaincre ou de s'effacer.

Pour gagner en 2012 – et réussir à gouverner durablement en transformant la société –, la gauche doit sortir de l'immobilisme et de l'autosatisfaction. Que s'est-il vraiment passé le 21 avril 2002 ? Pourquoi s'est-elle divisée sur l'Europe ? Comment a-t-elle laissé élire Nicolas Sarkozy en 2007 ? Pourquoi la crise du capitalisme financier n'entraîne-t-elle pas un retour vers elle ? Le PS est-il incapable de se rénover ? Quelle place doit-il faire à la nouvelle génération ?

Pour sortir de l'impasse, transformer le rejet du sarkozisme en espoir de changement, il est temps de saisir ce qui n'a pas fonctionné, et de faire enfin le choix d'une social-démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle, moderne, écologiste et européenne. C'est indispensable pour concevoir le projet d'une gauche capable de recréer la confiance, de répondre à la crise économique, sociale et morale du pays. Et c'est ce que cet ouvrage, avec minutie et passion, met en avant.

*Député, ancien ministre des Affaires européennes de Lionel Jospin, Pierre Moscovici est l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste.*

Flammarion





# Défaite interdite

## Du même auteur

- L'Heure des choix : pour une économie politique* (avec François Hollande), Odile Jacob, 1991
- À la recherche de la gauche perdue*, Calmann-Lévy, 1994
- L'Urgence : plaidoyer pour une autre politique*, Plon, 1997
- Au cœur de l'Europe* (entretiens avec Henri de Bresson), le Pré aux clercs, 1999
- L'Europe, une puissance dans la mondialisation*, éditions du Seuil, 2001
- Un an après*, Grasset, 2003
- Les 10 Questions qui fâchent les Européens*, Perrin, 2004
- L'Europe est morte, vive l'Europe*, Perrin, 2006
- Le Liquidateur*, Hachette littératures, 2008
- Mission impossible ? Comment la gauche peut battre Sarkozy en 2012*, Le Cherche Midi, 2009

Pierre Moscovici

# Défaite interdite

Flammarion

© Flammarion, 2011  
ISBN :978-2-0812-6933-0

## Prologue

### Paysage avant la bataille

Dans un an, les Français éliront le septième président de la V<sup>e</sup> République. Cette élection est importante – comme toutes celles qui l’ont précédée –, allons plus loin et affirmons qu’elle est décisive. Mieux – ou pis –, elle est attendue comme aucune avant elle – mai 1981 mis à part, peut-être. Pourquoi ? Elle l’est d’abord parce que Nicolas Sarkozy n’est pas un président comme les autres, parce qu’il a déjà beaucoup défait, et que cinq ans supplémentaires de liquidation risqueraient d’abîmer définitivement le pays, de miner sa cohésion sociale, de dresser des barrières infranchissables entre nos concitoyens. Chacun le sent bien, une majorité des Français a déjà tiré le bilan de cet étrange quinquennat. Elle considère que ces cinq ans ont été au mieux perdus, au pire ratés, et ne supporte plus le bruit et la fureur diffusés par le chef de l’État. Elle attend et espère le changement, mais n’y croit pas encore tout à fait, faute d’être convaincue par les capacités de la gauche à faire différemment et mieux. Le rejet du sarkozisme est là, incroyablement violent, l’espoir d’une alternance positive est encore incertain.

## *Défaite interdite*

En effet, un refus n'est pas, en soi, un ciment suffisamment fort pour permettre une alternance désirée. L'antisarkozisme a des fondements objectifs, il est un ressort politique puissant, il est plus qu'un défoulement ou une posture. Mais il n'a pas suffi à Ségolène Royal en 2007, il ne suffira pas au candidat de la gauche en 2012. Les Français regardent à nouveau la gauche, ils l'attendent. Beaucoup nourrissent à l'égard du président de la République plus qu'un ressentiment, une véritable aversion. Ils se tournent, naturellement, vers la gauche de gouvernement, dont ils pronostiquent et désirent le succès. Mais le regard porté sur nous est interrogatif, critique, souvent sceptique.

La France est aujourd'hui un pays en souffrance, qui espère un gouvernement solide et durable, capable de rassembler et de rassurer, mais aussi de sortir l'économie de l'ornière dans laquelle elle s'est enfoncée dans la crise, tout en promouvant la justice sociale consciencieusement sapée par le sarkozisme. Force est de constater que la gauche française – et d'abord le Parti socialiste, qui en constitue le pilier, d'où peut émerger la personnalité susceptible d'incarner ce changement, cette ambition crédible – avance encore dans un halo de doute, suscitant l'ironie ou la méfiance. Je ne peux pas me satisfaire de cette situation.

### **La gauche a rendez-vous avec l'histoire**

En 2012, la gauche française a rendez-vous avec l'histoire, et d'abord avec son histoire. Privée de véritable boussole depuis vingt ans, sevrée de victoire et

## *Prologue*

cantonnée dans l'opposition depuis dix ans, elle a lors de la prochaine échéance un devoir de victoire.

Jamais dans notre passé récent en effet, un pouvoir n'a suscité autant de désapprobation, de rejet violent, presque de haine. Jamais sous la V<sup>e</sup> République un président n'a autant divisé les Français, brutalisé les services publics, tendu les rapports sociaux, maltraité la devise républicaine – *Liberté, Égalité, Fraternité*. Et le besoin de changement ne s'est jamais exprimé avec autant de netteté, de force et de clarté qu'en ce moment. La victoire de la gauche – ou plutôt la défaite de Nicolas Sarkozy – est attendue et espérée.

Et pourtant, chacun sent comme une sourde inquiétude. Inquiétude à l'égard de la gauche, qui ne fait pas suffisamment la différence, qui ne mobilise pas assez. Inquiétude, aussi, à gauche, comme si celle-ci était partagée entre le désir de gagner et la peur de perdre, à moins que ce ne soit entre la peur de gagner et le désir de perdre. Le sort des urnes devrait déjà être scellé, il pourrait l'être, et pourtant le destin hésite encore.

N'ayons pas la mémoire courte. En 2007, à la fin du quinquennat immobile et décevant de Jacques Chirac, au cours duquel Nicolas Sarkozy a constamment occupé des fonctions ministérielles de premier plan, s'est brisée une règle implicite, qui prévalait depuis 1978 : l'alternance. Pour la première fois, elle s'est opérée au sein d'un camp, en l'occurrence la droite, et la gauche a perdu une élection présidentielle qui paraissait largement à sa portée.

Pour l'emporter demain, nous devons impérativement comprendre pourquoi nous ratons, obstinément, ce rendez-vous essentiel qu'est la présidentielle.

Au fond, depuis 2002, nous poursuivons tranquillement notre route, inversant en quelque sorte la fameuse

## *Défaite interdite*

phrase de Tancredi, le neveu du prince Salina – le *Guépard* de Lampedusa – pour qui « il faut que tout change pour que rien ne change ».

Pour le Parti socialiste, tout se passe plutôt comme s'il fallait, pour que tout change, que rien ne change ! Nous avons en effet subi depuis vingt ans un certain nombre de défaites mais, contrairement aux autres partis sociaux-démocrates d'Europe – dont les performances électorales, il est vrai, ne sont pas brillantes pour autant –, nous en tirons remarquablement peu de conséquences. Pour tout dire, le Parti socialiste apparaît souvent comme un fervent adepte de la procrastination, remettant constamment sa mutation au lendemain et semblant se satisfaire de son être, comme s'il attendait que le vent tourne enfin pour gonfler ses voiles. Nous poursuivons notre route, défaite après défaite, presque imperturbablement, avec les mêmes recettes, les mêmes tactiques, les mêmes querelles, les mêmes acteurs – ou presque.

Nous sommes, depuis 2002, dans l'opposition ; nous jouons ce rôle avec une certaine efficacité, mais sans toujours nous préoccuper autant que nous le devrions de préparer un projet fort, crédible, capable de recevoir la confiance, de renouer le lien entre les Français et la politique, les Français et la gauche. Notre organisation politique ne manque pas de talents individuels, connus et reconnus. Nos figures de proue sont au moins aussi respectées et souvent plus populaires que celles de la droite. Mais elles se renouvellent peu, pour le moins, et ne constituent pas une équipe. Ces dons particuliers apparaissent donc logiquement un peu comme le cache-misère d'une formation qui n'a pas su recréer un collectif solidaire.

## *Prologue*

Dès lors, notre seul mot d'ordre est, trop systématiquement, l'alternance. Celle-ci est souhaitable, évidemment, elle est même nécessaire, indispensable en 2012. Mais les Français, j'en suis persuadé, attendent autre chose qu'une modification marginale du groupe dirigeant le pays, qu'une modification cosmétique de la politique suivie, ils veulent un changement consistant, mariant plus d'efficacité et plus de justice. Notre long surplace ne peut, de ce point de vue, les satisfaire tout à fait.

### **Ne pas se contenter d'une « expérience de gauche »**

Je souhaite l'alternance en 2012, mais je n'aspire pas à une victoire de rapine ou de raccroc, fondée uniquement sur le refus de l'adversaire, qui déboucherait rapidement sur un malentendu, puis sur la colère populaire.

Je garde toujours en tête les réflexions de Léon Blum, regrettant le cycle politique qui, de manière implacable, fait succéder rapidement la « pause » à de grandes réformes initiales mal calibrées ou mal pensées, avant que ne survienne le rejet, voire le ressentiment, engendrant inéluctablement la défaite. C'est cette malédiction de la gauche qui l'a conduite épisodiquement au pouvoir – en 1924 avec le « Cartel des gauches », en 1936, avec le « Front populaire », au lendemain de la Libération pour mettre en œuvre le programme du Conseil national de la Résistance, en 1954 avec Pierre Mendès France, en 1981 et en 1988 avec François Mitterrand, sous le signe de l'« Union de la gauche » puis de la « France

## *Défaite interdite*

unie », enfin en 1997 avec la « gauche plurielle » de Lionel Jospin –, mais qui l'a toujours empêchée de conquérir un deuxième mandat.

À chaque fois, l'« expérience » – le mot dit tout – a été brève et a débouché sur la défaite, parfois sur la déroute : tout se passe comme si le « peuple de gauche », et plus largement les Français, considéraient la gauche au pouvoir comme un accident, au mieux une parenthèse vite refermée, un bref moment marqué par des réformes sociales et économiques. Eh bien, ce n'est pas ce que je veux en 2012 ! Au contraire même, il faut bâtir dès maintenant les conditions d'une victoire qui réponde à une espérance, qui fasse sens et permette une période longue – au moins deux quinquennats – de transformation économique, sociale et écologique.

L'indignation, chère à Stéphane Hessel, est un bon moteur pour la gauche, qui est toujours une rébellion contre l'injustice, une quête de l'égalité. Elle ne suffit pas : la gauche a besoin de propositions, d'idées, bref d'une construction et d'un espoir. La gauche française est-elle capable de l'élaborer ? Est-elle à la hauteur des espérances, mais aussi des exigences qui se tournent vers elle ? Est-elle en situation, près de dix ans après la défaite de Lionel Jospin lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril 2002, de gagner pour réussir ?

### **Le sarkozisme, un « monstre doux »**

Ses adversaires, c'est certain, sont en grave difficulté. Paradoxalement, la droite française, à un an de l'élection présidentielle, est tourmentée. Le pamphlétaire italien Raffaele Simone, dans un essai commenté et

## *Prologue*

controversé<sup>1</sup>, a tenté de montrer en quoi et comment la « droite nouvelle », le « monstre doux », avait affirmé son hégémonie culturelle et politique en Europe, et plus généralement dans les pays occidentaux. La gauche, toujours porteuse de valeurs de justice et de progrès, serait selon lui condamnée à la relégation, victime de son inaptitude à répondre aux demandes de sécurité et de bien-être individuel des sociétés modernes, alors que la droite, elle, s'adapterait aux exigences de la société de consommation. Je n'ai pas approuvé en tout, loin s'en faut, cette thèse, qui faisait en creux, sans avoir l'air d'y toucher, l'éloge du berlusconisme ou du sarkozisme, et validait en tout cas leur réussite.

Force est toutefois de constater qu'elle a sa pertinence, et surtout qu'elle n'a pas été démentie par les élections récentes, qui ont largement été défavorables aux gauches européennes. La droite, aujourd'hui, dirige 21 des 27 pays de l'Union européenne, dont 5 des 6 plus peuplés. Au cours des dernières années, la gauche a été défaite en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Slovaquie, en Hongrie, en République tchèque, ne l'emportant qu'en Autriche – laborieusement –, au Portugal – difficilement –, et en Grèce – douloureusement –, elle est très menacée en Espagne. Et les élections européennes de juin 2009 ont été pour le Parti socialiste européen (PSE) une déroute que rien ne laissait présager, tant la crise économique et financière semblait devoir pénaliser les conservateurs au pouvoir.

Et pourtant, le « monstre doux » français – Nicolas Sarkozy – est aujourd'hui en sérieuse difficulté : les

---

1. Raffaele Simone, *Le Monstre doux, l'Occident vire-t-il à droite ?*, Gallimard, coll. « Le Débat », 2010.

## *Défaite interdite*

Français ne supportent plus l'injustice de sa politique, son style et son vocabulaire, sa volonté de tout régenter, sa propension à diviser. Ils sont, face à cet étrange président, toujours déboussolés, souvent inquiets, la plupart du temps en colère. Bref, ils ne veulent plus de lui. Est-il pour autant « fini » ? J'ai la conviction qu'il ne peut pas gagner la présidentielle de 2012 par ses propres forces, pour ses propres charmes, mais que la gauche peut encore, elle, les perdre.

De cela découle la crise politique rampante qui mine la droite. Ses formes sont multiples. Il y a, d'abord, la défiance qui s'exprime à son égard dans toutes les consultations électorales depuis 2007. La droite a perdu les élections municipales en 2008, du fait de la révolte « anti bling-bling » et du refus de l'injustice fiscale. Elle a connu une déroute aux élections régionales en 2010, à cause de la crise sans doute, mais aussi du refus du pouvoir de répondre à la demande d'égalité que celle-ci a renforcée, et de l'échec du pathétique débat sur l'identité nationale, lancé par Éric Besson. Elle a enregistré un nouveau recul lors des récentes élections cantonales de mars 2011, après les errements de Michèle Alliot-Marie et les ambiguïtés des initiatives de Jean-François Copé sur la laïcité et l'Islam. Petit à petit, elle disparaît des territoires, inquiétant ainsi ses parlementaires et ses militants. Ceux-ci, en vérité, ressentent de véritables bouffées d'angoisse, voire subissent des crises de panique.

L'Union pour un mouvement populaire (UMP) paraît souvent déboussolée, elle rêve d'un autre candidat que Nicolas Sarkozy, mais sait ne pas pouvoir s'opposer à lui. Elle lui a imposé de conserver François Fillon comme Premier ministre, mais sans parvenir à faire de celui-ci une solution alternative, pas plus d'ailleurs

## *Prologue*

qu'Alain Juppé ou Dominique de Villepin ne représentent aujourd'hui des choix sérieusement envisageables pour incarner la droite en 2012. Celle-ci est traversée de divisions idéologiques et surtout politiques profondes, écartelée entre les pulsions droitières de l'ex-Rassemblement pour la République (RPR) et ce qui reste des courants libéraux, centristes ou radicaux qui ne s'y reconnaissent pas, et que le dernier remaniement, réduit à la restauration de l'État-RPR, a frustré. Bref, elle a le moral dans les chaussettes, elle est terrifiée par la perspective de la défaite, elle n'aborde pas les échéances qui approchent en conquérante, mais plutôt avec aigreur et inquiétude.

La droite est aussi taradée par la tentation populiste et hypnotisée par la remontée du Front national (FN). On peut longuement gloser sur le mot « populisme ». Certains à gauche, comme Jean-Luc Mélenchon, le revendiquent sans complexe, tout comme plusieurs courants politiques américains.

Ne traitons pas avec mépris l'aspiration qu'il porte – celle du recours au peuple – et les colères qu'il charrie – la critique des élites, du « cercle de la raison » : la politique, notamment à gauche, doit être populaire. Mais ne l'adoubons pas pour autant, parce que les forces qui s'en réclament, qui se situent essentiellement à droite de la droite, voire à l'extrême droite, jouent avant tout sur les peurs, sur les divisions de la société, parce qu'elles cherchent toujours ou presque des boucs émissaires, à commencer par les immigrés. Ces forces prospèrent aujourd'hui partout en Europe – en Autriche, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Suède, en Italie –, portées par la crise et par le doute envers l'Europe. La France aime, sur le terrain des valeurs, donner des leçons aux autres.

## *Défaite interdite*

N'oublions pourtant pas que le Front national est, depuis près de trente ans, un des partis d'extrême droite les plus puissants d'Europe, à tel point qu'il a été présent, en 2002, au deuxième tour de l'élection présidentielle. J'ai longtemps été sceptique sur le risque d'un nouveau « 21 avril », fût-il à l'envers. Mais j'observe la fascination qu'exerce Marine Le Pen sur la droite UMP, qui oscille entre la reproduction de la stratégie gagnante de 2007 – priver le Front national de son oxygène en lui empruntant ses thèmes – et l'affirmation de ses propres idées. Nicolas Sarkozy, qui a usé de cette ficelle et l'a usée, étant dans l'hésitation, les distinctions entre la droite et l'extrême droite s'étant amoindries, ses troupes ne savent pas où donner de la tête. Je vois aussi la crainte des couches populaires et des classes moyennes par rapport à la mondialisation, la libération de paroles et de sentiments racistes et xénophobes, j'ai noté le tournant mensongèrement laïc et social de la nouvelle présidente du Front national. Bref, je suis inquiet.

### **Les cartes de la gauche**

Où en est la gauche française, où en est le Parti socialiste ? Bien sûr, il ne manque pas d'atouts.

Le Parti socialiste – on ne le souligne pas assez – est sans doute aujourd'hui la formation politique la mieux implantée dans les territoires – régions, départements, villes, intercommunalités... – de toute l'histoire de la République. Cela lui donne une force incroyable et inédite pour préparer les prochains scrutins nationaux. Il dispose en effet d'un vivier unique d'hommes et de femmes frottés à la gestion locale, porteurs d'expériences

## *Prologue*

réussies, disponibles pour soutenir un(e) candidat(e) en vue de l'élection présidentielle et former un groupe parlementaire majoritaire. Élu local moi-même, président de la communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard, je connais cet atout, encore trop sous-estimé ou mal utilisé. Cela contraste à l'évidence avec le désordre et le dénuement de la droite. La gauche, en outre, a su mener depuis 2007 une action consistante dans l'opposition. Elle a souvent trouvé les bons angles d'attaque – la TVA sociale, le paquet fiscal, le « bling-bling », l'imposture du débat sur l'identité nationale, la stupidité de la rigueur, les défaillances de la politique étrangère du président de la République, notamment face au « Printemps arabe »... – et conduit les bons combats dans l'enceinte parlementaire – je pense en particulier au débat sur les retraites, qui a offert au mouvement social le temps et l'espace dont il avait besoin.

Les partis de gauche entretiennent des relations éminemment concurrentielles : les Verts-Europe écologie ont cherché à nous défier aux élections régionales après leurs succès aux Européennes ; le Parti communiste et le Parti de gauche sont souvent plus que rugueux ; Jean-Pierre Chevènement tente de relancer sa petite entreprise politique, qui nous a fait tant de mal en 2002 ; les radicaux de gauche s'interrogent. Mais ils n'ont pas rompu. Et le Parti socialiste, après son désastreux congrès de Reims en 2008, et la calamiteuse campagne pour les élections européennes de 2009, a eu l'intelligence de mettre en sourdine ses désaccords humains et politiques pour montrer une image plus soudée et progresser dans la mise au clair de ses idées.

## **Il reste bien des débats à trancher**

À cet égard, le jugement commun oppose deux écoles. La parole officielle, très critique de la période antérieure, pendant laquelle François Hollande dirigeait le Parti autour d'une majorité composite mais confortable, a un mot d'ordre, répété en boucle : « le Parti s'est remis au travail » – travail qu'il aurait, bien sûr, perdu de vue auparavant.

Les détracteurs de l'équipe en place, conduite par Martine Aubry, et il y en a, disent au contraire que rien n'avance, et que le Parti socialiste, en réalité, a encore beaucoup à faire pour se préparer aux responsabilités qu'il a le devoir de briguer. En vérité, le Parti socialiste, avec son agenda de Conventions nationales, reprend une démarche d'élaboration fondamentale, comparable à celle que nous avons entreprise autour de Lionel Jospin dans les années 1995-1997 et dont le succès nous avait permis d'être prêts à gouverner lorsque Jacques Chirac, sur le conseil inspiré de Dominique de Villepin, avait pris la décision baroque de dissoudre l'Assemblée nationale.

Ces travaux marquent un progrès incontestable. Le matériau élaboré est abondant, souvent de qualité, il fournit des bases solides à l'élaboration programmatique. De même, la préparation de nos propositions sur les retraites, a été sérieuse et réaliste, notamment grâce au travail considérable de mon amie Marisol Touraine. Et les contributions de nos groupes parlementaires sont très consistantes. Le travail entrepris est utile, précieux à certains égards, il garnit la « boîte à outils » du Parti socialiste et de son candidat, quel qu'il soit, en 2012.

N°édition : L.01ELKN000368.N001  
Dépôt légal : mai 2011

